L'HÉMISPHÈRE,

JOURNAL FRANÇAIS ET ANGLAIS—FRENCH AND ENGLISH JOURNAL.

No. 44. PHILADELPHIE, 8 JUIN, 1811. Vol. 1.

CODE DE LA CONSCRIPTION,
OU
RECUEIL CHRONOLOGIQUE

Des lois et des arrêtés du gouvernement, des décrets impériaux, relatifs à la levée des CONSCRITS, à leur remplacement, aux dispenses de service, &c. depuis l'an IV, jusques et compris l'an XIV. Avec tables. Un vol. in-8vo. de 270 pages.

Continué du Numéro 43.

Nos lecteurs auront peut-être observé, dans les détails de ce système, une apparence d'indulgence envers des personnes dont la situation serait faite pour exciter ces sentimens d'indignation–cette conscience du droit que l'injustice révolte, cette espece d'insurrection morale que l'oppression évidente ne manque jamais d'exciter même parmi les créatures humaines les plus dégradées. L'hypocrisie est la défense de la peur qui redoute un sentiment légitime, et peut conséquemment avoir des droits, non-seulement à l'hommage que le vice rend à la vertu, mais encore au tribut que le despotisme paie à la liberté. Les clauses relatives à la réserve, auxquelles nous faisons ici particulierement allusion, sont complétement illusoires. L'objet ostensible de la création de la réserve, est de remplir les lacunes possibles, et de compléter les armées dans les cas urgens. Mais ces grandes occasions arrivent toujours; " tyrannorum enim preces, nosti, quam permixtæ necessitatibus ;" et la réserve est constamment forcée de marcher. Non-seulement tous les conscrits de l'année courante sont ainsi balayés, mais même ceux des années précédentes, qui ont obtenu un brévet d'exemption aux conditions prescrites par la loi, sont aussi eux entrainés en campagne par un ordre du chef militaire de leur département. Nous ne devons pas oublier de mentionner ici une autre violation flagrante de la loi, si l'on peut appeler ainsi une horreur que l'on commet non-seulement avec impunité, mais même avec la section des autorités publiques. Dans les premiers troubles de la révolution, les régistres de paroisses, qui n'avaient jamais été tenus avec beaucoup d'exactitude, furent entierement négligés. Comme par cette raison, on ne peut gueres produire de preuves en regle pour les jeunes gens qui ont maintenant de dix-sept à vingt ans, les officiers chargés du recrutement des armées, ont, depuis deux ans, tiré parti de cette circonstance pour comprendre dans la conscription nombre de jeunes gens dont l'extérieur confirmait l'assurance qu'ils

donnaient, qu'ils avaient passé l'âge, mais dont l'état qu'ils avaient dans le monde rendait toutes leurs représentations inutiles. Mais le plus affreux de tous les maux, étrangers au code que nous venons d'analyser, est l'usage qui a prévalu, depuis quelques années, d'anticiper *en vertu d'une loi* les levées régulieres. Les conscrits de 1810*, ainsi que nous le savons, sont déjà appelés ; par là il faut entendre que ceux qui à cette époque auront vingt ans, sont déjà envoyés servir aux armées. Ces causes et beaucoup d'autres qui sont toujours attachées à l'abus d'un pouvoir illimité, jetent à l'armée une nombreuse population de jeunes garçons qui paraissent extérieurement être à peine en état de porter l'accoutrement de soldat, et qui dans leurs exercices préparatoires sont à la fois des objets de pitié et d'étonnement. " Un des spectacles les plus extraordinaires de Paris," disait un personnage distingué de cette capitale à un étranger, " c'est celui des " jeunes conscrits qui font leur ex- " ercice dans les Chams Elysées. " Les vainqueurs du monde ne sont " que des enfans."

Pour la grande majorité des conscrits, même pour les plus aisés, il est presque impossible de trouver des substituts. Lorsque le conscrit ne manque pas des moyens physiques réquis, le gouvernement a grand soin de décourager les remplacemens. Les fatigues connues et la durée illimitée du service militaire, tendent en outre à augmenter si énormément le prix du peu d'hommes qui se trouvent posséder les qualités réquises, qu'il n'y a que les riches qui puissent se les procurer. On donne ordinairement plus de 200 louis pour un substitut, somme qui, comparativement aux moyens de la France et de l'Angleterre, est beaucoup plus considérable pour les Français que pour nous, et est bien audelà des moyens d'une multitude de personnes qui ont les habitudes de la bonne société, et qui cherchent à paraître vivre avec quelque aisance. Dans cette classe sont compris les émigrés *amnistiés*, anciens propriétaires, qui, sous la nouvelle dynastie jouissent d'une portion du droit abstrait, mais de très-peu des avantages réels, du *postliminium* ; et qui, dans l'amertume d'un orgueil mortifié, et dans la tristesse que leur donnent des souvenirs poignans, s'efforcent de soutenir un état décent avec quelques petits fragmens de leurs anciennes fortunes†. La révolution a eu, au total, l'effet d'une loi agraire ; et l'égalité des fortunes est, en ce moment, un des vestiges les plus marquans que la tempête a laissés après elle pour l'instruction du monde ;—conséquence que notre raison nous ferait peut-être contempler avec joie—s'il n'était pas impossible de contempler, sans éprouver un sentiment pénible de sympathie, le nombre de familles appauvries, et de gentilhommes déchus, qui luttant contre leur mémoire et le sort, continuellement en proie à des souvenirs douloureux et à des désirs sans espoir, offrent d'une extrémité de la France à l'autre des mouvemens frappans de l'instabilité des affaires humaines, et des exemples salutaires aux ordres privilégiés et aux gouvernemens corrompus des autres pays.

* Ceci était écrit à la fin de 1808.

† Depuis l'époque de l'émission des assignats, en 1790, jusqu'en 1801, la vente des domaines nationaux en France produisit au-delà de 100 millions sterling. Ces domaines consisterent principalement dans les propriétés confisquées des émigrés: et servirent à acquitter les dépenses publiques des premieres années de la Révolution. *(Ramel, Hist. des Fin. de la Rép.)* Même en 1803, cette vente se continuait et produisit environ 18 millions de francs. *(Comptes généraux du trésor public.)*

Aux individus de cette classe qui haïssent et méprisent leur gouvernement,—au grand corps de gens à profession et des négocians et manufacturiers ruinés, qui élevent leurs enfans avec soin et tendresse, et qui ne trouvent dans la splendeur du diadême impérial, aucune compensation pour la dégradation de leur ordre, et pour la perte de leurs aisances domestiques, la conscription paraît le maximum des souffrances humaines, le plus odieux de tous les maux, la plus oppressive de toutes les injustices. Les lycées ou écoles publiques, les séminaires pour le noviciat ecclésiastique, les universités, les écoles de droit et de médecine, sont tous soumis aux visites du terrible recruteur, et obligés de livrer leurs éleves, sans exception de génie et de gôut, à cette époque de la vie où les mœurs ne sont pas encore fixées; où la physionomie est à peine déterminée: où l'intelligence ne fait que commencer à se développer. Les peres et meres ne sont pas seulement destinés à souffrir le tourment d'une aussi pénible séparation dans des circonstances semblables, ils sont encore condamnés au chagrin inexprimable de voir les principes et les mœurs de leurs enfans exposés à un naufrage total, dans la société corrompue et infecte de la soldatesque commune, les plus bas, les plus débauchés, les plus vicieux des hommes. La presse d'un matelot britannique est sans doute un spectacle révoltant, mais ce spectacle est bien loin de la scene de malheur réel qu'offre le tirage pour la conscription, lorsque les parens ou les amis du conscrit ont la permission, ainsi qu'on la leur accorde quelquefois, de tirer son billet de l'urne fatale. Les cris perçans, les acclamations bruyantes que fait entendre alternativement dans ces occasions un peuple que la nature a doué d'une telle vivacité de caractere, absorbent tous les sentimens du spectateur, et le conduisent irrésistiblement aux conclusions que nous avons adoptées, sur l'esprit avec lequel on obéit aux injonctions impériales.

Bien loin de condamner, nous approuvons cordialement un systême de levées qui appelerait *inexorablement* tous les rangs *à la défense de l'état*, et qui contraindrait les riches à compenser par d'amples rétributions pécuniaires la perte de leurs services personnels dans des opérations étrangeres. Mais la conscription française, ainsi qu'on doit l'avoir déjà remarqué, repose sur une tout'autre base; et sous le masque de l'égalité, elle agit avec une partialité écrasante. Les hommes à grande fortune, et certes c'est en ce moment la classe la moins respectable de la société, ou bien accaparent les substituts, ou bien corrompent les inspecteurs, et se dégagent ainsi des liens de la loi. Les parasytes de la cour, soit par intrigue, soit par faveur, s'assurent pour eux et leurs amis des exemptions pareilles. Les grands dignitaires civils et militaires de l'empire, sont privilégiés d'office; et la même exemption s'étendra graduellement à tous ceux dont le zèle sera utile à appuyer la grandeur de la puissance dominante. Le fardeau tombe donc avec un nouveau poids sur la classe d'individus que nous avons mentionnée plus haut, et c'est ainsi qu'on leur inflige un plus grand mal en les confondant avec l'écume et la lie de la société. Dans tous les actes de la législation, on devrait consulter les sentimens et les habitudes des hommes; mais dans le cas en question, la détresse et les inconvéniens que les basses classes éprouvent, ne sont nullement proportionnées au malheur dont on accable ainsi les classes plus

relevées, qui sont certainement en France les plus respectables de la communauté. Il est également inutile d'avoir recours à un plan de compulsion aussi compréhensif, pour créer une force suffisante pour les besoins ordinaires de la guerre. Lorsque Louis XIV était en guerre avec tout le Nord de l'Europe, il entretenait une armée de 300 mille hommes, composée principalement de levées volontaires ; et sous le dernier et malheureux roi de France, les forces du royaume, recrutées de la même maniere, montaient à 200 mille hommes, dont Paris en fournissait 6000 à lui seul, tandis qu'aujourd'hui il n'en fournit que 1400 par la conscription.

Nonobstant l'expérience du passé, et l'atteinte certaine du futur, chaque nouvelle conscription répand la consternation dans le sein de toutes les familles de l'empire. Depuis le commencement de la guerre contre la Prusse jusqu'à la fin de la campagne en Pologne, il fut fait trois levées successives, dont la derniere, proposée au printems de 1807, créa une sensation qu'il est impossible de décrire. Quoique toute correspondance relativement à la position des armées fut rigoureusement interdite et qu'on ne laissât passer aucunes lettres sans qu'elles n'eussent été ouvertes, il avait été impossible de dérober en entier, au moins au public de Paris, la connaissance de la mortalité affreuse que les troupes avaient essuyée pendant leur marche, et les fatigues incroyables auxquelles leurs mouvemens les avaient soumises, souffrant comme elles le faisaient et de la disette et des rigueurs d'un hiver du Nord auquel elles n'étaient pas accoutumées. On regardait une troisieme conscription comme une entreprise beaucoup trop audacieuse pour l'administration intérieure, dans la situation où elle se trouvait alors, et surtout, dans un moment où l'on croyait généralement que l'Empereur ne pourrait jamais se tirer des embarras dans lesquels on le supposait plongé. Le gouvernement parut connaître son danger ; et afin de préparer l'esprit public à la chose, il fit annoncer à petit bruit son intention dans les cercles et les trois mille cafés de la capitale. L'effet en fut visible aussitôt, même aux yeux de l'observateur le moins attentif, il parut une oppression de terreur sur la physionomie de ceux qui étaient eux-mêmes exposées au danger, ou qui frémissaient de la perspective de nouveaux mouvemens révolutionnaires ; ou une impression de soupçon ou de joie mal deguisée dans les regards abaissés des turbulens et des mécontens, toujours sur le qui vive pour hâter l'explosion d'une circonstance favorable à leurs vues, ou qui attendaient cet expédient désespéré comme la confirmation de leurs espérances relativement aux périls de l'armée. L'orateur du gouvernement, Regnault de Saint Jean d'Angely, répandit des larmes de douleur vraies ou affectées, lorsqu'il exposa la nécessité de la mesure ; et le Sénat, contre son usage, la reçut et l'adopta en silence, et avec tous les signes de la répugnance et du découragement.* Afin de calmer le public, il fut jugé convenable, de stipuler pour qualifier cette nouvelle demande de 80,000 enfans, par une clause expresse, qu'ils ne devaient être seulement qu'organisés *alors*, et rester dans l'intérieur de l'empire comme gardes nationales. Les circonstances les mirent à même de remplir cette con-

* Avant que la loi eût été passée par le Sénat, le ministre de la police avait déjà émis ses ordres pour faire comparaître au greffe les conscrits de Paris, tant il comptait sûrement sur les dispositions flexibles de ce corps vénérable !

dition, qui, nous n'avons pas besoin de le dire, aurait été violée si les armées avaient essuyée une défaite, ou si la campagne avait été prolongée. Les Romains avaient coutume, pendant leurs guerres étrangeres, de maintenir en Italie une armée prête à marcher en cas de malheur; le dominateur des Français ne pouvait se dispenser de recourir à la même politique, afin de rappeler la victoire, si elle avait abandonné ses drapeaux, et de réduire son antagoniste à la nécessité de conclure une paix ignominieuse, en l'effrayant par la démonstration d'une mine nouvelle et inépuisable d'attaquans.

Il n'est pas facile de donner une idée juste de l'état de Paris pendant cette époque d'incertitude et d'alarmes. Nous croyons que la grande majorité des habitans n'a jamais eu une confiance bien sérieuse dans la stabilité du gouvernement actuel ; et nous savons de bonne part qu'on ne faisait pas alors le moindre doute sur la dissolution immédiate, si les armées avaient été rompues et dispersées. On nous dit que le nombre des oisifs, des mauvais sujets et des aventuriers capables de tout, que la révolution a engendrés ou rassemblés accidentellement à Paris, est véritablement étonnant ; et qu'on trouve encore parmi les gens de lettres de toutes les classes, et même dans les assemblées délibérantes, un corps nombreux d'hommes qui conservent toujours une prédilection marquée pour les institutions républicaines. Les premiers furent toujours et sont encore aujourd'hui mûrs et empressés pour un changement quel qu'il soit ; et les derniers sont également toujours prêts à remettre en avant leurs opinions favorites, et à coopérer au renversement d'un gouvernement qui les méprise, et qui les a réduis à l'esclavage le plus abject le plus outrageant.* Comme Paris, ainsi que le reste de l'empire, avait été laissé presque dégarni de troupes, on ne pouvait prévenir le danger qu'en stimulant la vigilance, et en multipliant les terreurs de l'inquisition domestique. De toutes les anomalies du caractere humain qui confondent le raisonnement général, il n'en est pas de plus incompréhensible que l'empire que ce tribunal exerce sur la nation toute entiere.

Ce peuple, le plus mobile, le plus léger, le plus inconstant, le moins pensant des peuples, le plus difficile à gouverner dans ses fureurs, perd, sous l'influence de ce pouvoir, les traits caractéristiques qui le distinguent. Dès qu'il s'agit d'objets d'intérêt public, on le voit déployer la vigilance d'une terreur habituelle et toute la réserve et la retenue de la prudence plus consommée. Il connaît et observe, comme par instinct, les bornes précises et toute la portée des expressions ; et bien convaincue que cette police mystérieuse est partout en même tems,

---

* Les membres de l'Institut s'étaient fait distinguer autrefois par leur esprit républicain et ils avaient réfusé avec quelques marques d'énergie, de recevoir le titre *d'impérial* qu'on avait proposé de donner à leurs corps, Ils ont néanmoins été condamnés à tenir ce langage dans une de leurs dernieres adresses à l'Empereur. " Sire, les premiers corps de l'état, en déposant au pied du trône l'hommage de leurs respects, de leur admiration, et de leur amour, ont épuisé toutes les expressions consacrées à ces sentimens. L'Institut qui ne pourrait que les répéter avec moins d'avantage, et qui peut-être échouerait en essayant d'exprimer avec de faibles paroles votre gloire immense, l'Institut se renferme dans sa propre reconnaissance, etc. etc." A une séance du 18 Janvier 1806, ce corps de sages ayant été convoqué extraordinairement, il fut lu une lettre de l'Empereur, portant que M. Lalande qui était alors Professeur d'Astronomie, et qui avait publié quelque chose d'offensant contre le Président du sénat, était tombé en état d'enfance, et qu'il lui avait été enjoint de ne plus rien imprimer sous son nom. L'astronome parut flatté de cette marque que l'Empereur s'était occupé de lui, et promit de se conformer à cet ordre.

que rien n'est à l'abri de ses recherches, il arrange en conséquence et son langage et sa contenance jusque dans son intérieur domestique le plus secret. Quiconque a eu occasion de connaître l'état actuel de la société à Paris, doit être frappé de l'exactitude prophétique de la description suivante, par son application à l'époque à laquelle nous vivons: " Non aliàs magis anxia et pavens civitas, gens adversum proximos, congressus, colloquia, nota ignotaque aures vitari, etiam muta atque inanima, lectum et parietes circumspectabantur. Unde plena omnia suspicionum et vix secreta domuum sine formidine. Sed plurimùm trepidationis in publico. Ut quemque nuntium fama attulerat, animum vultumque conversi, ne diffidere dubiis, ne parum gaudere prosperis viderentur, etc." Coacto verò in curiam Senatu, arduus verum omnium modus, ne contumax silentium, ne suspecta libertas*. *(Tacit. Hist. lib.* 1.)

(La suite dans notre prochain.)

NOTICES BIOGRAPHIQUES

SUR

DON SANTIAGO DE LINIERS,

Ci-devant Viceroi par interim du *Paraguay*.

(Conclusion du numéro 41.)

M. de Liniers profita de cette permission et entra dans la ville, où il trouva tout le monde dans la consternation, et honteux d'avoir été conquis par une poignée d'hommes. On était surtout indigné de la conduite du Vice-roi. On proposa à M. de Liniers plusieurs projets pour soustraire la ville à la domination des Anglais. De ces projects, les uns étaient ridicules, les autres trop hasardeux. Il tâcha d'en faire sentir les conséquences. Il représenta qu'ayant capitulé volontairement et les magistrats ayant prêté serment de fidélité, les insurgés, exposeraient la ville au saccage, si leur plan ne réussissait pas, et que même le succès ne pourrait pas excuser la violation d'un traité solennel; qu'ils devaient attendre leur délivrance de Montevideo, et qu'il allait y travailler.

Après s'être procuré tous les renseignemens qu'il désirait, M. de Liniers partit de Buenos Ayres sans prendre congé. Son départ fut remarqué; les agens du governement firent les plus grandes perquisitions pour l'arrêter, mais il éluda leur vigilance, et il arriva, après une marche fort extraordinaire à la Colonie du Saint Sacrement, d'où il écrivit au gouverneur de Montevideo, en le prévenant de son arrivée et de ses vues sur la colonie de Buenos Ayres, et lui demandant s'il pourrait lui fournir 500 hommes choisis. Il suivit sa lettre de près, et trouva une expédition organisée sur le plan qu'il avait formé. Il demanda au gouverneur sous les ordres de qui elle était, le commandement de l'avant-garde. Les préparatifs continuerent avec activité pendant quelques jours; mais le Viceroi ayant écrit au gouverneur de Montevideo qu'il était passé à Cordova pour y faire des rassemblemens et venir de là attaquer Buenos Ayres, et qu'il lui envoyât pour cet effet et des armes et quelques compagnies des troupes de ligne de sa garnison; et d'un autre côté, des avis étant arrivés de Buenos Ayres que le commodore venait bombarder Montevideo, et ces avis étant corroborés par le ralliement de quelques bâtimens anglais à ceux qui bloquaient déjà le port,—toutes ces circonstances donnerent lieu à un conseil de guerre, dans lequel le gouverneur de Montevideo exhiba les dépêches du Viceroi, et les avis qui lui faisaient craindre que la ville qu'il com-

---

* La défiance était répandue partout; à peine se rassurait-on dans l'intérieur des familles.

C'était surtout en public que redoublaient les alarmes. A chaque nouvelle qu'on recevait, on bouleversait ses affections et son visage pour ne point marquer trop d'abattement dans les revers, trop peu de joie dans les succès. Au sénat, les tempéramens étaient singulierement difficiles. Le silence eût paru de l'humeur, la liberté de la révolte.

mandait ne fût attaquée, et observant que la défense de la place était son premier devoir, il exposa que non-seulement il ne se croyait pas autorisé à prendre le commandement de l'expédition projetée, mais qu'il lui était même impossible de démembrer ses forces. Là dessus, le chevalier de Liniers fit observer au conseil de guerre que, si Buenos Ayres demeurait au pouvoir des Anglais, Montevideo ne pouvait pas manquer d'être pris tôt ou tard; qu'il renouvelait son offre d'attaquer Buenos Ayres avec cinq cent milles hommes; que, dans le cas où il échouerait dans son entreprise, le résultat ne pourrait être que d'accélérer la perte de Montevideo; mais que s'il réussissait, l'une et l'autre ville seraient sauvées. Le conseil de guerre se réunit à l'avis de M. de Liniers, que nous appellerons désormais Don Santiago Liniers, nom sous lequel il va figurer dans l'histoire du Paraguay.

Buenos Ayres fut repris le 12 Août, 1806. Il est inutile d'entrer dans des détails qui sont connus de toute l'Europe par les gazettes officieles d'Espagne et d'Angleterre.

Le succès brillant qui couronna l'entreprise de Don Santiago Liniers lui valut la confiance la plus entiere des habitans. Il en profita pour leur inspirer celle de leurs propres forces, en se dévouant à la subordination et à un travail assidu dans le maniement des armes, qui deviendraient formidables entre leurs mains, si leur docilité et leur constance se soutenaient.

L'enthousiasme que Don Santiago inspira au peuple de Buenos Ayres fut tel que l'on vit l'artisan laisser son atelier, le marchand sa boutique, l'homme de loi son cabinet, pour apprendre à manier un fusil ou un canon et à marcher au son d'un fifre ou à celui d'un tambour. On forgea des armes blanches, on répara les armes à feu, on creusa des fossés, on enfonça des piquets pour former des palissades et des retranchemens, on s'exerça journellement à la mousqueterie et à l'artillerie.

Ce qui ne contribua pas peu à exciter l'émulation, ce fut l'attention qu'eut Don Santiago de distinguer chaque corps par provinces, distinguées par leurs uniformes. L'Andalous disputa le prix de l'application au Gallicien; celui-ci au Biscayen et au Montagnard, ceux-ci aux Catalans, etc. Les Créoles, (sous les deux noms de *Patrícios* et d'*Arrivenos*) voulurent également surpasser les Européens. Les noirs eux-mêmes et toutes les castes libres se joignirent à cet ensemble de patriotisme. Le plomb manquait; on fondit les gouttieres des maisons et les vaisselles d'étaim. Lima et le Chili fournirent de la poudre qui franchirent les Andes à dos d'hommes. On la renferma dans des flacons qui avaient contenu autrefois des liqueurs agréables et de luxe. Les terrasses de maisons jadis couvertes de pots de fleurs et de caisses d'orangers, se couvrirent de caisses de grenades et de pots à feu. En un mot, une ville opulente et voluptueuse se changea tout-à-coup, à la voix d'un seul homme, en une nouvelle Lacédémone. Les ecclésiastiques eux-mêmes par leurs exhortations, leurs écrits et leur présence à tous les exercises, achevaient de prouver à toutes les classes des habitans que l'amour de la patrie et la fidélité à son souverain légitime sont les premiers devoirs du chrétien.

Bientôt le général Whitelock apprit à ses dépens ce que peut un peuple qui combat pour ses femmes, ses enfans, ses propriétés et son indépendance. Les journées des 5 et 6 Juillet, 1807, seront à jamais mémorables dans les fastes de la nation Espagnole, ainsi que le traité qui restitua au roi une place importante qui avait coûté un assaut et une assez forte perte aux Anglais quelques mois avant les journées de Buenos Ayres.

Pendant le siége de Montevideo, Don Santiago avait proposé à ses volontaires de le suivre et de marcher avec lui au secours de la place. Il en choisit 3000, auxquels il fit faire deux marches forcées à pié, ce qui est sans exemple dans le pays: mais il apprit chemin faisant la conquête de Montevideo, ce qui rendit ses projets nuls, et il retourna à Buenos Ayres pour achever d'en organiser la défense.

Il semblait qu'après les brillans succès qu'il avait obtenus, Don Santiago pouvait se flatter d'obtenir les plus grandes faveurs de la cour, et prétendre à la dignité de Viceroi d'un pays qu'il avait défendu et conquis pour ainsi dire deux fois. Mais il calcula que la popularité qu'il avait acquise dans ces occasions, que les relations de tout genre qu'il avait contractées comme citoyen pendant un séjour de 17 ans, ayant été marié à une Créole de Buenos Ayres, seraient des obstacles qui l'empêcheraient de soutenir d'une maniere convenable la dignité de chef supérieur; que d'ailleurs les ressorts de la subordination étaient nécessairement relâchés par la position étrange où les habitans s'étaient trouvés, et qu'il leur en coûterait plus d'obéir à un chef avec lequel ils avaient vécu familierement qu'à un étranger; que le langage sévere des lois qui, dans le premier, paraîtrait dur et répugnant, ne serait regardé dans un étranger que comme l'expression qui lui serait propre, Don Santiago appuya fortement dans ses représentations à la cour, sur la nécessité que l'on envoyât à la riviere de la Plata, un Viceroi plein d'énergie et d'intégrité, et surtout qu'on le fit accompagner de deux régimens de troupes de ligne. Il agissait en cela comme un habile médecin qui, après avoir employé des remedes froids dans une maladie inflammatoire, ou des toniques dans l'apathie, est obligé dans les deux cas, aussitôt que les symptômes périlleux ont cessé, d'employer les remedes contraires pour rétablir l'équilibre dans le corps humain. Ainsi Don Santiago pensait que, dans le corps politique, on devait suivre la même marche; et que les idées belliqueuses données à un peuple, ainsi que la connaissance de ses forces, choses qui, dans certaines occasions, peuvent être nécessaires et utiles, pouvaient devenir très-dangereuses dans d'autres circonstances. En conséquence, le moyen qu'il proposait était de donner des marques de distinction aux citoyens qui s'étaient distingués, et des récompenses aux parens de ceux qui avaient versé leur sang pour la patrie; mais en même tems il voulait que l'on rendît les artisans à leur métiers et les négocians à leur commerce. Quant à lui, il ne demandait que l'inspection générale de ce continent, afin d'en organiser les moyens de défense, et d'employer les connaissances locales qu'il avait acquises pour améliorer l'exploitation des mines, faire ouvrir des chemins et des communications d'une province à l'autre, et faciliter ainsi les opérations du commerce qui, par la difficulté du transport, met à peine en circulation la centieme partie des matieres premieres dont cette partie du globe abonde.

Malheureusement l'Espagne gémissait alors sous la tyrannie d'un favori aussi ignorant qu'immoral. Les plans de Don Santiago Liniers ne sont pas suivis; il est nommé Viceroi par intérim; mais on ne lui donne pas une ligne d'instruction; en un mot, il se trouve absolument isolé au moment de la catastrophe que l'infâme et exécrable Napoléon fait éclater en Espagne, et l'on apprend au même moment et la chute de Godoy et l'abdication de Charles IV. et la proclamation de Ferdinand VII. reçu avec acclamation dans toutes les parties de l'Espagne.

L'on détermine à Buenos Ayres les cérémonies augustes du serment de fidélité; et pendant que l'on prépare les fêtes et réjouissances publiques, arrive un émissaire de Napoléon, avec des dépêches au nom de Charles IV. qui annoncent que l'abdication qu'il avait faite en faveur de son fils était nulle, qu'il était rentré dans ses droits, et que l'usage qu'il en faisait était de les céder en toute propriété à son ami Buonaparté, lequel les transmettait à son frere Joseph, roi de Naples. Ces dépêches étaient signées par les anciens ministres de la guerre et des finances, qui écrivaient en particulier à Don Santiago Liniers, ainsi que les ministres de Napoléon, en l'exhortant à se soumettre à ce nouvel ordre de choses, lui faisant les offres les plus flatteuses d'être confirmé dans la viceroyauté, et le rendant responsable des événemens en cas de résistance.

Ces dépêches furent apportées à

Buenos Ayres par M. le baron de Sassenay, ancien député de Bourgogne aux états-généraux, puis émigré, ayant servi et combattu sous Mgr. le prince de Condé dans les premieres campagnes de la révolution, et qui, depuis, étant devenu habitant des Etats-Unis d'Amérique, avait fait, comme négociant, deux voyages à la riviere de la Plata. L'amour si naturel de la patrie l'avait ramené en France, et fait abandonner l'asile heureux où il vivait tranquillement, lorsque le tyran vint l'arracher du sein de sa famille, le fit enlever par la gendarmerie dans ses terres au pié des Pyrénées, et le contraignit de se charger de ses dépêches, et de partir dans 24 heures sans avoir pris congé de son épouse et de ses enfans, sans même avoir eu le tems de se pourvoir d'autres habillemens pour le voyage, que ceux qu'il fut possible de lui procurer à la hâte à Bayonne.

Don Santiago Liniers ne fut informé du nom de cet envoyé extraordinaire que peu d'heures avant qu'il ne fit son entrée à Buenos Ayres. Il eut cependant le tems de réfléchir sur la délicatesse de la réception d'un émissaire de cette espece, et il se détermina à ne le recevoir qu'en présence des magistrats et de deux membres du corps municipal. Le baron de Sassenay vint à Don Santiago les bras ouverts comme à un ancien ami ; il fut fort étonné de sa réponse à ces marques d'amitié, qui se réduisit à lui dire en Espagnol qu'il ne reconnaissait en lui qu'un envoyé de Napoléon, et qu'il eût à exhiber devant les personnes assemblées l'objet de sa commission. M. de Sassenay ouvrit alors sa valise, et mit sur le bureau de Don Santiago tous ces pacquets. Celui-ci les fit ouvrir et lire à haute voix. Pendant cette lecture, l'indignation de l'assemblée se manifesta à un point qu'il est impossible de décrire. Don Santiago à l'envoyé dit que l'on avait reçu par la voie légitime les ordres de faire proclamer Ferdinand VII. roi d'Espagne et des Indes ; que lui Don Santiago n'avait point d'ordre à recevoir de l'empereur des Français, et que la cérémonie du serment de fidélité qui avait été différée pour donner plus d'éclat à la proclamation, aurait lieu sans plus de délai*.

Dans cette conjoncture, il fallait donner connaissance au peuple du motif de la venue d'un émissaire d'un homme que, quelques semaines encore auparavant, l'on regardait dans le pays comme le meilleur et le plus puissant allié de Charles IV. Déclarer tout le secret fut jugé dangereux par les magistrats présens. Le conseil fut convoqué et consulté par Don Santiago sur les mesures à prendre dans une circonstance aussi délicate. Messieurs les fiscaux rédigerent une proclamation qui fut approuvée de tout le conseil. Cette piece dont on a fait un crime à Don Santiago Liniers, est la seule de ce genre qu'il n'ait pas écrite.

Au milieu des fêtes et des cérémonies pour la prestation du serment de fidelité à Ferdinand, il arriva un envoyé de la Junte de Séville, annonçant que l'Espagne s'était levée en masse pour chasser l'usurpateur du trône de son jeune roi, que la guerre était déclarée à la France, que la paix était faite avec l'Angleterre, et que les premieres opérations qui avaient signalé les armes Espagnoles, étaient de grandes victoires : toutes ces nouvelles furent reçues avec acclamation. Il semblait qu'on n'avait plus à penser qu'à envoyer des secours d'argent à la métropole, et à organiser le commerce qui désormais n'aurait plus rien à craindre des maîtres de la mer. Mais si l'on n'avait plus d'ennemis extérieurs à craindre, il y en avait de bien plus à redouter de la part de certains hommes factieux, pétris d'ignorance et d'ambition, qui nourrissaient depuis long-tems des idées d'indépendance, et qui étaient soutenus et encouragés par des ma-

* M. de Sassenay fut déporté à Cadix et mis à bord des pontons avec les autres prisonniers Français. Son épouse étant venue à Londres pour réclamer la liberté de son mari, elle était parvenue à l'obtenir lorsqu'elle apprit qu'il était à bord d'un de ces pontons que les prisonniers avaient enlevés, et conduits de l'autre côté de la baie de Cadix, et qu'ainsi son époux était en liberté.

nœuvres sourdes qui seront expliquées plus au long dans un autre tems.

Que pouvait faire, quel parti devait prendre dans des circonstances aussi critiques, un officier au service de Sa Majesté Catholique depuis 35 ans, le représentant de Ferdinand VII, le Viceroi Don Santiago Liniers? Il n'avait pas à hésiter. Doublement sujet de la maison de Bourbon par sa naissance et par ses places, il sacrifia une partie de sa popularité à sa loyauté, ses intérêts personnels au sentiment de ses devoirs. Né chevalier, il agit en chevalier; il opposa, en homme d'honneur, la résistance la plus énergique à un projet extravagant et déloyal, et aux tentatives d'un cabinet voisin. Cette résistance lui a attiré des persécutions sans nombre; et ses efforts pour conserver à Ferdinand VII son royaume du Paraguay, ont été représentés par la calomnie comme la suite d'un plan pour le remettre au vil intrus qui souille aujourd'hui de sa présence l'antique résidence des rois d'Espagne....

Ici commence une lutte d'un genre absolument nouveau. D'un côté, on verra Don Santiago Liniers, Viceroi par intérim, réuni au conseil, à l'audience, à l'évêque, aux commandans et aux corps fideles, afin de défendre et de maintenir la souveraineté de Ferdinand VII; de l'autre, un colonel Elio, fait successivement brigadier et inspecteur-général, réuni à la municipalité et aux insurgés qui veulent s'affranchir de leurs devoirs envers la mere-patrie; on verra encore figurer dans ces discordes civiles un émissaire du Brésil qui se joint à Elio; un chevalier Anglais qui déploie sur ces rives demi sauvages le même caractere loyal et héroïque qu'il manifesta aux rivages barbares de Syrie et d'Egypte; un nouveau Viceroi qui arrive d'Europe, et qui n'est installé et reconnu à Buenos Ayres qu'après que l'intervention de Don Santiago l'a fait échapper aux embûches du parti opposé; et enfin Don Santiago lui-même exilé à Cordova, à 160 lieues de la ville qu'il avait si vaillamment défendue, attendant, avant de se mettre en route pour Cadix et de venir combattre en Europe l'ennemi des Bourbons, des réponses satisfaisantes aux mémoires qu'il a fait passer en Espagne sur sa conduite, et sur l'imputation atroce et absurde qui lui a été faite d'être partisan de Bonaparte.

Aussitôt que nous aurons mis en ordre, traduit comparé et complété les matériaux qui nous ont été communiqués et promis sur cette époque intéressante, nous donnerons aux notices précédentes une suite qui ne sera pas moins importante par les faits que par le tableau qu'elle offrira du régime et de la constitution actuelle de ce beau pays du Paraguay, qui depuis quelques années, a si vivement attiré l'attention des politiques, des militaires et des commerçans.

TABLEAU PHYSIQUE

Des Régions Equatoriales, &c.

PAR

ALEXANDRE DE HUMBOLDT.

Continué du Numéro 43.

Mais quoique les membres de cette république aërienne jouissent d'un repos inaltérable, il n'en est pas de même des autres tribus de sauvages. Agités des passions les plus haineuses, ils sont toujours prêts à se baigner dans le sang. Ces misérables ne se plaisent que dans le meurtre et la rapine. Lorsqu'une tribu plus faible se hasarde à traverser les plaines, les individus prennent la précaution d'effacer les traces de leurs pas pour ne pas être surpris et massacrés. La nature semble avoir secondé les inclinations féroces de ces sauvages en produisant sous ces climats brûlans les poisons les plus actifs. Les dards et les fleches qui en sont impreignés portent avec eux une mort inévitable. Mais lorsque ces instrumens manquent aux sauvages, leur féroce industrie trouve moyen d'y suppléer. L'affreux Ottomaque est dans l'habitude de tremper l'ongle de son pouce dans le *curare*, poison

très-actif qu'on extrait d'une espece de phyllanthus et la moindre lacération produite au moyen de cet ongle est mortelle. C'est ainsi que les visions d'innocence primitive s'évanouissent devant les découvertes des voyageurs. Le véritable sauvage est un animal froidement cruel, sournois, soupçonneux et rusé. Les hommes ne deviennent généreux qu'en proportion de ce qu'ils sont civilisés.

Depuis trente ans, une grande révolution a eu lieu en Espagne à l'égard de ses colonies, et ce changement n'a jamais été plus remarquable, que dans l'abandon de son ancien systême de réticence et de mystere, dans tout ce qui avait rapport à ses possessions américaines.

Les ouvrages de Regnal et de Molina ayant été publiés en pays étrangers, étaient, à la vérité, hors de sa puissance et de sa censure, mais l'ouvrage de Molina non-seulement ne fut pas prohibé en Espagne, mais on permit même qu'il fût traduit en Espagnol et publié à Madrid.

Le *Mercurio Peruano* paraissait sans difficulté à Lima jusqu'au moment où il fut discontinué par ses propres auteurs. On permit à Estala de publier à Madrid son *Viagro Universale*, quoiqu'il contînt des détails nouveaux et curieux sur le commerce, les mines et le revenu des colonies espagnoles, qui lui avaient été communiqués par les Ex-Vice-Rois du Mexique et du Pérou, ainsi que par d'autres personnages qui avaient été ou étaient encore au service de l'Etat. Mais non content de se relâcher de son ancienne rigueur, la Cour de Madrid sembla mettre sa gloire à réveler au monde ces secrets que sa politique antérieure avait tenu soigneusement cachés. Des escadres furent employées, des expéditions eurent lieu pour examiner les côtes et les rades de ce vaste empire, afin de les rendre plus accessibles aux navigateurs ; et ces travaux ne furent pas plutôt accomplis qu'on s'empressa d'en publier sans réserve, tous les résultas au public. Le sentiment d'inquiétude qui lui faisait repousser les étrangers des ses colonies, ne survécut même pas à ce changement de systême. Il fut accordé des licences aux Américains et à d'autres pavillons neutres, pour entrer dans des ports qui jusques-là avaient été soigneusement fermés à des étrangers. Les réfugiés de St. Domingue, après avoir été invités à venir s'établir à Cuba et dans les Caraques, y furent reçus avec une bienfaisante hospitalité, et eurent la permission de s'y établir comme planteurs ou marchands. Des voyageurs dont l'objet avoué était d'étendre les notions géographiques relativement à ces pays et d'en découvrir les ressources politiques et statistiques qui jusques-là avaient été cachées aux curieux, eurent la permission de les visiter, et furent même recommandés aux vice-rois et aux autres officiers du gouvernement, comme s'ils eussent été employés par lui à quelque mission. Parmi ces derniers, on remarque M. de Humboldt, et l'ouvrage dont nous allons donner l'analise est en partie le résultat de ses propres observations, et en partie extrait des papiers authentiques et des documens officiels qui lui ont été communiqués à Mexico. Il est divisé en six parties : la premiere contient ses observations générales sur l'étendue et l'aspect physique de la Nouvelle Espagne ; dans la seconde il traite de sa population et de la division de ses habitans en différentes castes ; la troisieme présente un coup-d'œil statistique sur ses intendances et un état comparatif de leur population et de leur étendue. Il promet de donner dans la quatrieme le tableau de son agriculture et de ses mines ; et dans la cinquieme celui de son commerce et de ses manufactures. La sixieme traitera de ses revenus, et de ses moyens militaires de défense. Les trois dernieres parties ne sont pas encore publiées.

La premiere chose qui nous frappe dans cet ouvrage ainsi que dans ceux publiés récemment sur la Nouvelle Espagne est l'accroissement rapide et considérable de ce royaume depuis trente années.

On trouve dans les régistres des naissances et des décès la preuve de

l'accroissement de sa population. Ces régistres sont tenus avec beaucoup de soin dans plusieurs endroits, par le clergé dont les émoluméns dépendent en partie des droits qui lui sont payés pour les baptêmes et les enterremens. M. de Humboldt a pu, au moyen de la faveur de l'archevêque de Mexico, avoir un libre accès dans les dépôts où sont ces régistres. Le résultat de son examen a été que la proportion des naissances aux décès était sur toute la surface du royaume de 170 à 100. Dans quelques parties du Plateau du Mexique, la proportion est de 253 à 100 ; mais à Panuco, sur la côte de la mer du Nord, elle n'est que de 123 à 100. Cette différence résulte de celle qui existe dans la salubrité des diverses parties du territoire. M. de Humboldt remarque avec raison que la salubrité des climas du tropique est due en grande partie à la sécheresse élastique de l'air. Les régions brûlantes de Cumana, de la côte de Coro et de Caracas prouvent qu'une chaleur excessive, quand elle n'est pas combinée avec d'autres inconvéniens, n'est pas nuisible à la vie de l'homme. Il semblerait au contraire que, dans ces pays chauds mais secs, la vie humaine se prolonge plus long-tems que dans les zones tempérées. M. de Humboldt cite à cet égard une preuve extraordinaire de longévité. Tandis qu'il était à Lima, un Indien du Pérou mourut à 147 ans, ayant été marié pendant soixante ans à la même femme qui avait vécu jusqu'à l'âge de 117. Jusqu'à ce qu'il eut atteint l'âge de 130 ans, il était dans l'usage de faire quatre lieues par jour, mais il avait perdu la vue durant les douze dernieres années de sa vie. La région du Plateau du Mexique qui forme les trois-cinquiemes du royaume, a non-seulement un atmosphere sec et brillant, mais encore une température douce et agréable. Les hivers y sont aussi tempérés qu'à Naples.

M. de Humboldt appuie ses calculs de la population de la Nouvelle Espagne sur la proportion moyenne que lui a fournie le relevé des régistres des paroisses, et sur le dénombrement des habitans fait en 1793, par le comte de Revillagigedo vice-roi de ce royaume. D'après ce recensement la population de toute la vice-royauté se montait alors à 4,483,559 âmes. Mais les habitans ont tant de motifs de cacher leur nombre réel que d'après l'opinion même de ceux employés à ce recensement, la population du royaume doit être à peu près d'un sixieme plus considérable que le résultat qu'il a donné. M. de Humboldt regarde comme très-probable qu'en 1808 elle montait à six millions et demi. Il calcule que la proportion des naissances avec la population est d'un à 17, et celle des morts d'un à 30.

L'accroissement de la population de la Nouvelle Espagne est nécessairement accompagné d'une amélioration correspondante dans son agriculture et d'une augmentation dans ses produits. Mais comme la partie de l'ouvrage de M de Humboldt qui traite de cet objet, ne nous est pas encore parvenue, nous remettrons à une autre occasion les détails qui la concernent ainsi que les observations et les conjectures qu'elle suggere. Il annonce toutefois que les dîmes qui se prélevent sur tous les produits quelconques de l'agriculture, ont doublé depuis 24 ans, et il croit, d'après l'aspect général du pays, que les progrès de l'agriculture y sont très-rapides. Partout les yeux du voyageur rencontrent des terreins nouvellement défrichés, des maisons de campagne récemment bâties, des villages populeux et industrieux qui s'élevent, enfin toutes les traces de l'amélioration et de la prospérité.

L'augmentation du produit des taxes est aussi une preuve de cette prospérité croissante de la Nouvelle Espagne. L'alcabala qui est une taxe de six pour cent sur toutes les denrées vendues dans l'intérieur et qui se préleve chaque fois que la vente se renouvelle, ne produisit depuis 1766 jusqu'en 1778 inclusivement, que 19,844,054 dollars, tandis que dans le même nombre d'années, depuis 1779 jusqu'en 1791 inclusivement, elle produisit 34,218,463 dollars, ce qui fait en faveur de la seconde période une différence de

14,374,409, ce qui est une preuve évidente de l'activité croissante du commerce intérieur. Rien ne contribue plus aux progrès de l'industrie que la construction d'un grand nombre de routes pour faciliter le commerce intérieur, et on ne peut pas donner une meilleure preuve de la prospérité d'un pays que celle de l'accroissement de ses moyens de communication. Nous voyons que dans le Mexique le magnifique chemin à voitures qui en 1795, n'allait pas plus loin que Puebla, a été conduit jusqu'à Perotes depuis quelques années et le sera bientôt à travers l'isthme de Theuantépée, depuis la riviere d'Hasacualco jusqu'à celle de Chimalapa, afin de conduire l'indigo de Guatimala jusqu'à la Vera-Cruz, D'autres routes ont été construites dans l'intérieur du royaume.

Mais rien ne prouve plus les rapides progrès de la prospérité de la Nouvelle Espagne que le produit toujours croissant de ses mines. C'est une erreur vulgaire depuis longtems refutée par Ulloa, que le travail des mines produit un effet sensible quelconque sur la population de ce pays. Les mines de la Nouvelle Espagne sont maintenant les plus productives qui, à aucune époque, aient existé dans aucun pays; et cependant le nombre des hommes emyloyés à leur exploitation souterraine n'excede pas 30,000 hommes, ou la 200e partie de toute la population du royaume. Il est, à la vérité, dans ces travaux des parties dangereuses, mais chacun est libre de s'y livrer, car du moins à Mexique le travail du mineur est entierement volontaire ; ses gages sont augmentés en proportion de la fatigue qu'il endure ou des risques qu'il court; il peut quand il le veut quitter son maître, en choisir un autre, ou renoncer à ce genre d'occupation. Le travail forcé de l'Indien a été aboli à Mexico depuis au moins quarante années. Robertson s'est trompé lorsqu'il a établi que cette servitude existait encore.

La position des principales mines du Mexique est favorable à la santé, à l'aisance des mineurs. Au lieu d'être sur de stériles montagnes et sur les limites des neiges éternelles, comme les mines du Potosi, de Pasco et Chota dans le Pérou, les mines les plus riches de la Nouvelle Espagne sont à peine situées au delà de cinq mille pieds au-dessus du niveau de la mer, au milieu de chams cultivés, de cités et de villages qui procurent en abondance tout ce qui peut servir à l'exploitation de la mine et à la convenance du mineur. La mortalité dans les districts où sont situées les mines du Mexique n'est, par conséquent, pas plus grande que dans les autres parties du royaume. A Guanaxato et à Zecatecas qui sont le siége des mines principales, la proportion des naissances aux décès a été depuis 1797 à 1802 de 201 à 100.

Le commerce de la Nouvelle Espagne s'est agrandi en proportion des progrès de l'agriculture et de l'augmentation du produit des mines. Il paraît que de 1776 à 1788 les exportations de la Vera-Cruz en Espagne, pour le compte des marchands particuliers, était évalué à 104 millions de dollars annuellement, ce qui est un peu moins de 8 millions st. de 1779 à 1791 elles allerent jusqu'à 9 millions st. et en 1793 elles excéderent 11 millions sterling. La ville de Vera-Cruz seule exporte actuellement 120.000 quintaux de sucre par an, quoiqu'il y a vingt ans, le sucre de Mexique fût entierement inconnu en Europe. C'est une idée consolante que cette culture n'a pas été arrosée comme dans les autres contrées, du sang et des larmes de malheureux Africains arrachés à leur famille et à leur pays. Il n'y a pas au delà de 6,000 negres dans toute la Nouvelle Espagne, et on n'y en introduit annuellement pas plus d'une centaine.

Mais il est inutile d'avoir recours aux régistres des douanes ou à des calculs statistiques pour nous convaincre que la Nouvelle Espagne est dans un état rapide et progressif d'amélioration. Les progrès de ses manufactures et de son agriculture ; l'accroissement de ses villes et de ses villages, l'embellissement de sa capitale et de ses principales cités ; les occupations actuelles de la jeunesse qui se livre à

l'étude des sciences utiles et agréables; les sommes employées par les habitans à construire des établissemens splendides ou bienfaisans, tout annonce un état qui s'avance à grands pas vers la prospérité.

La ville de Mexico a reçu beaucoup d'embellissemens et d'améliorations depuis qu'elle fut visitée par l'abbé Chappe en 1769. Elle doit son excellente police et l'avantage d'être bien pavée et éclairée au Comte de Revillagigedo; et les vice-rois qui lui ont succédé, assistés de la munificience des habitans, l'ont ornée d'etablissemens publics magnifiques. L'édifice destiné à l'école des mines, construit par l'ordre du tribunal des mines et qui a coûté trois millions de francs, ferait honneur aux plus beaux quartiers de Londres ou de Paris; et si l'on considere à quel usage il est destiné, il prouve également le jugement et le goût de ses fondateurs. La statue équestre en bronze de Charles IV. qui est l'ouvrage de Tolsa, artiste mexicain, doit seule lui faire sa réputation, aussi bien par la grandeur de la conception que l'excellence et par la difficulté de l'exécution. Cette statue qui pese 430 quintaux est placée sur un piédestal de marbre, et, dans l'opinion de M. de Humboldt, est supérieure en beauté et en pureté de style à aucun autre monument de la même espece en Europe, à l'exception de la statue de Marc-Aurele à Rome. Aucune ville d'Amérique ne possede des établissemens destinés aux sciences qui soient fondés sur des bases aussi grandes et aussi solides que ceux de Mexico. Les hautes branches des mathématiques, de la philosophie naturelle, de la chimie, de la minéralogie et de la botanique sont cultivées avec succès par ses habitans; et l'on trouve dans les villes du royaume des personnes très-versées dans toutes ces sciences. Sur trois astronomes qui se sont récemment distingués dans la Nouvelle Espagne, deux, Velasquez et Gama, sont mentionnés avec le plus grand respect dans l'ouvrage que nous avons sous les yeux; et le troisieme, Alzate, semble avoir été éminemment utile à ses concitoyens en les encourageant à l'étude des sciences. Lorsque M. de Humboldt entra dans la salle de l'académie de peinture et de sculpture à Mexico, il fut frappé en voyant une collection d'imitations d'anciennes statues, supérieure, dit-il, à tout ce qu'il y a en ce genre en Allemagne, et il a remarqué que le soin avec lequel on cultive ces arts et l'architecture est visible dans tous les édifices nouvellement élevés dans la capitale et les provinces. Il a même trouvé dans la petite ville de Xalapa une école de dessin établie par les riches habitans, et dans laquelle les enfans des pauvres étaient instruits *gratis*.

Mais cet esprit de perfectionnement n'est pas resserré dans le royaume de Mexique, il s'étend plus ou moins à toutes les possessions trans-atlantiques de la couronne d'Espagne.

L'île de Cuba qui, en 1774, ne contenait que 171,628 habitans en y comprenant 44,328 esclaves, et de 5 à 6000 negres libres, possédait en 1804 une population de 432,000 âmes. La même île en 1792, n'exportait que 400,000 quintaux de sucre; mais en 1804, l'exportation annuelle de cet article s'était élevée à un million de quintaux. Il faut avouer que cette prospérité est due au trafic barbare de la traite des noirs. Le nombre des negres introduits à Cuba de 1789 à 1803, excéda 76,000 âmes, et pendant les quatre dernieres années de cette période, il se monta à 34.500 ou à plus de 8600 annuellement. En conséquence, la population de l'île consistait en 1804, en 108,000 esclaves, et 324,000 individus libres, dont 234,000 étaient blancs et 90,000 negres libres et gens de couleur. La population blanche de Cuba forme le 54e du nombre total de ses habitans, dans les Caraques le 20e, dans la Nouvelle Espagne près du 19e; dans le Perou le 12e, et dans la Jamaïque le 10e.

Il paraît, d'après l'ouvrage estimable de M. Depons, que les Caraques ont souffert de l'état d'hostilité où l'Espagne et l'Angleterre ont été presque constamment depuis 1796. D'un autre côté, Buenos Ayres et les autres

possesssions espagnoles qui ont été placées sous des vice-rois séparés, ont rapidement prospéré. Le sort de ces provinces a été singulierement fâcheux depuis les deux derniers siecles: privées d'une libre communication avec l'Europe, dans la crainte que l'importation de leurs denrées et marchandises par la riviere de la Plata ne nuisît au commerce des gallions; elles n'avaient ni marché pour le surplus de leurs productions, ni moyens de se procurer les marchandises étrangeres, excepté par des vasseaux à qui l'on permettait de tems en tems de trafiquer avec eux, ou par le commerce de contrebande qu'ils entretenaient avec les Portugais.

Sous l'influence de ce systême oppressif mal-entendu ces provinces languirent dans la misere et dans l'obscurité, jusqu'en 1778, qu'après l'érection de Buénos-Ayres en capitale d'une vice-royauté, toutes les restrictions imposées à son commerce ont été rappelées. Les produits de l'exportation des mines d'or et d'argent ont aussi beaucoup augmenté dans ces provinces.

On peut évaluer la population des possessions trans-atlantiques de la couronne d'Espagne à 15 millions d'individus, dont 2 millions et demi sont blancs, cinq millions de races mêlées, un demi-million de Negres et sept millions de naturels du pays. Le produit annuel des métaux précieux dans l'Amérique Espagnole n'est, pas moins de 56 millions de dollars. Si l'on en croit Holms, ce produit tout immense qu'il est, pourrait aisément être doublé. Le mercure, si nécessaire pour la séparation des métaux, est, plus commun dans la Nouvelle Espagne qu'on ne le supposait. Il existe des mines de cinnabre dans le Chili, mais quoique ces mines soient extrêmement riches, des considérations financieres ont engagé le gouvernement à défendre rigoureusement qu'on ne les exploitât. On trouve aussi en abondance du cuivre de la meilleure qualité dans les colonies espagnoles. La valeur des produits qu'elles fournissent à la métropole est, independamment des métaux précieux, de 25 à 26 millions de dollars Les principaux articles sont le cacao, le sucre, l'indigo, la cochenille, des bois de teinture, des drogues, du tabac, du coton, des peaux, du suif, des viandes salées, des laines, des fourrures, du café, de la vanille, de l'acajou et d'autres bois durs. On peut estimer à une valeur de 61 à 62 millions de dollars le montant des demandes de marchandises étrangeres que fait l'Amérique espagnole.

On concevra encore mieux les bienfaits que la liberté du commerce a procurés aux colonies espagnoles en comparant la valeur progressive de leurs importations dans la métropole depuis 1786 jus'qu'en 1804.

1786—	31,083,761 dollars
1787—	34,214,328
1788—	40,324,196
1789—	35.363,368
1790—	35,753,625
1791—	45,504,984
1792—	37,334,316
1793—	35,710,273
1794—	49,574,627
1795—	45,906,371
1796—	61,968,332
De Déc. 1801 à Août 1804—	170,658,743

La diminution qui existe dans ces quatre dernieres années a été occasionnée par la rupture du traité d'Amiens.

Cette heureuse révolutions dans la situation de ces provinces qui avait été stationnaire pendant plusieurs années, doit, selon nous, être attribuée à trois causes: 1o. Au systême de la liberté du commerce qui a détruit plusieurs des obstacles qui arrêtaient et interceptaient ses opérations; 2o. à l'établissement des intendances d'où sont résultées des réformes salutaires dans l'administration intérieure des colonies; 3o. à la réduction du prix du mercure, et à des réglemens sages en faveur des mineurs. Les réglemens pour la liberté du commerce, complétés en 1789, ont détruit le monopole anciennement exercé par les négocians opulens de Cadix, de Mexico et de Lima, et transféré ce commerce à des person-

nes ayant plus d'activité, d'industrie et d'audace et qui, à raison de la concurrence, sont obligées de se contenter de profits modérés, et à raison de leur nombre compensent et au delà la médiocrité comparative de leurs capitaux. Les colonies reçoivent les marchandises européennes dans une plus grande quantité et à meilleur marché qu'auparavant. Les détaillans se sont multipliés sur tous les points de l'Amérique ; ils ont des correspondans dans les ports de mer, au moyen desquels ils peuvent fournir à leurs voisins les choses dont ils ont besoin. Les colons excités par le haut prix qu'ils reçoivent de leurs denrées, et par leur goût pour les objets de luxe qui leur viennent d'Europe, sont sortis de l'apathie qui marquait leur caractere, et sont devenus intelligens, actifs et laborieux. Les riches négocians qui auparavant faisaient le monopole, y ont renoncé entierement, et ont employé leurs fonds à l'agriculture et aux mines qui ont singulierement prospéré par cette augmentation de capitaux. Une opulence générale s'est répandue dans le pays, et l'amour de la science, de la littérature et des arts s'est manifesté dans toutes les villes. Lima, Quito, et Santa-Fé ont fait les mêmes progrès que Mexico : dans les deux premieres villes, la jeunesse paraît avoir plus de goût et d'aptitude pour la littérature et les ouvrages d'imagination, tandis qu'à Mexico et à Santa-Fé on cultive de préférence les sciences plus abstraites.

L'autorité suprême est confiée dans l'Amérique Espagnole à des vice-rois ou capitaines généraux qui dépendent immédiatement du conseil des Indes ; des intendans sont placés sous ces magistras suprêmes pour exercer une juridiction semblable, mais subordonnée dans leurs intendances respectives. L'institution de ces magistratures intermédiaires entre les corrégidors et les alcades, a produit, dit-on, les effets les plus heureux.

Les petites vexations et les abus de pouvoir, qui pesent quelquefois sur les classes subalternes, sont devenues moins nombreuses et moins possibles. Les Indiens des castes inférieures jouissent d'une plus grande sécurité dans leurs personnes et leurs propriétés : et ils commencent enfin au bout de deux siecles à jouir du bienfait de ces lois qui avaient pour but leur protection, et qui ont eu rarement leur avantage pour résultat.

La circonstance qui nuit le plus à la prospérité et au bonheur de l'Amérique Espagnole est la division de ses habitans en castes séparées, que la nature a marquées de couleurs différentes, et qui sont distinguées aux yeux de la loi ou de l'opinion par la différence du rang, et des priviléges. La premiere classe par le rang, les propriétés et l'éducation, est malheureusement divisée en elle-même. Les *Gachupines*, *Chapetones*, ou Espagnols européens, sont un objet de haine et d'envie pour les Créoles ou les Espagnols Américains, à raison de la grande faveur dont ils jouissent près du gouvernement. Ces deux classes ont les mêmes droits, le même rang et peuvent être élevées à toutes les places ; mais dans le fait toutes celles qui sont de confiance et lucratives, sont données à des Européens: cettepréférence, au lieu de diminuer à mesure que les Créoles se perfectionnent par l'étude et l'éducation, augmente journellement.

Les Mestizoes ou descendans des Espagnols et des Indiens, forment la classe qui vient immédiatement après les blancs. Ils different à peine des Créoles par la couleur, mais leur peu de barbe, la petitesse de leurs pieds et de leurs mains et un trait particulier dans les yeux trahissent leur origine Indienne. Azara les représente comme une race supérieure aux Créoles, pour les qualités physiques et intellectuelles. Les Créoles, et les Mestizoes forment, par leur union, leur nombre et leurs propriétés, la force principale et la partie la plus respectable des colons espagnols. Comme ils ont les mêmes intérêts à conserver, les mêmes griefs à objecter, il est probable qu'en cas de dissentions civiles ils agiraient également contre les Indiens et les Européens.

(La suite dans notre prochain.)